

[Tapez ici]

Feuille de route pour la formulation du Cadre des Nations Unies pour le Développement Durable (CCDD 2026-2030)

Pays	Côte d'Ivoire
Date	Mars 2024

Approuvé par :

Comité Directeur Conjoint (CDC) du CCDD 2021-2025
Au cours de sa 4ème Session du 08.05.2024

Mis à jour : [date],

Synthèse des mises à jour :

- Xxx
- Xxx
- xxx

Partie A

1. Introduction

Malgré un contexte économique mondial complexe, la Côte d'Ivoire continue de maintenir une trajectoire de croissance positive, reflétant la résilience de son économie. Le taux de croissance du PIB réel devrait s'établir en moyenne à 7 % en 2023, contre 6,7 % en 2022. Le taux d'inflation reviendrait à 3,7% en 2023 contre 5,2 % en 2022. Le taux de pauvreté reste cependant toujours assez élevé et les thématiques de changements climatiques demeurent des enjeux cruciaux pour ce pays agricole. L'ampleur des inégalités s'est réduite de manière progressive, avec un coefficient de GINI qui est passé de 0,42 en 2008 à 0,415 en 2015, puis à 0,372 en 2018. Les processus électoraux sont de plus en plus inclusifs et de moins en moins contestés, ce qui contribue à renforcer la décentralisation et la légitimité des institutions concernées. Dans le contexte sous régional, les menaces de sécurité se sont multipliées en raison de la présence de réseaux terroristes au Mali, au Burkina Faso et au Niger.

Depuis sa signature et son lancement en 2021, le Cadre de Coopération pour le Développement Durable (CCDD 2021-2025) guide le travail de l'équipe de pays des Nations Unies (UNCT) en Côte d'Ivoire. Il est ressorti de la revue à mi-parcours des Groupes de Résultats du CCDD réalisée fin 2023 que les actions entreprises par le SNUD sont alignés aux priorités nationales et aux ODD. Parmi les défis qui nécessitent une attention immédiate figurent la nécessité d'améliorer les synergies et la cohérence entre les différentes interventions ainsi que la durabilité et le passage à l'échelle des interventions pilotes.

C'est dans ce contexte que l'équipe de pays des Nations unies commencera à élaborer un nouveau cadre de coopération qui remplacera l'actuel CCDD dès 2026. L'objectif de ce nouveau programme censé arriver à échéance en 2030 est de consolider les acquis et accélérer les efforts vers la réalisation des ODD dans le pays. En se basant sur les leçons apprises des cycles précédents et de ses avantages comparatifs par rapport à d'autres partenaires, ce nouveau cadre devrait permettre au SNUD de s'accorder sur de véritables approches et programmes conjoints en réponse aux priorités stratégiques du pays. Sa formulation devra tenir compte du contexte qui prévaudra au niveau politique avec la tenue des élections présidentielles en 2025 et l'arrivée à échéance du Plan National de Développement (PND 2021-2025), du Plan Social du Gouvernement (PSGouv 2022-2024) et du Programme Jeunesse du Gouvernement (PJ Gouv 2023-2025).

L'aggravation de la crise sécuritaire dans le Sahel depuis 2020, combinée à la persistance des sanctions de la CEDEAO à l'encontre de certains pays de la région réunis au sein de l'Alliance des États pour le Sahel (AES) depuis septembre 2023, pourrait potentiellement entraîner des répercussions en termes de sécurité régionale. Ces impacts pourraient affecter la stabilité intérieure de la Côte d'Ivoire, ainsi que le commerce, les flux migratoires et la stabilité économique et monétaire.

Suivant les directives du Groupe des Nations Unies pour le Développement (UNSDG), le processus de validation de la présente feuille de route a suivi les étapes ci-après :

- (i) L'adoption par l'Equipe Pays du draft Zéro lors de la Retraite des Chefs d'Agence de février 2024 ;
- (ii) La partage du draft de feuille de route révisée avec toutes les entités du SNUD (résidentes et non résidentes) lors de la réunion de l'Equipe-pays du 05 mars 2024 ;

[Tapez ici]

- (iii) Le partage du draft de feuille de route avec UNDCO pour le contrôle qualité le 21 mars 2024 suivi d'un retour de commentaires le 4 avril 2024 ;
- (iv) La présentation de la feuille de route au CDC#4 et sa validation le 08 mai 2024 ;
- (v) La cosignature de la feuille de route par le Coordonnateur Résident et le Ministre de l'Economie, du Plan et du Développement le xx mai 2024.

2. Etapes clés du processus de CCDD

Le processus de formulation du CCDD 2026-2030 démarrera dès le mois de mai 2024 pour s'achever en mai 2025, avec une signature envisagée en marge de la tenue de la dernière session annuelle du Comité Directeur Conjoint (CDC) du CCDD 2021-2025.

Ce processus sera articulé autour de :

- (i) L'évaluation du CCDD 2021-2025 (mai – juillet 2024) ;
- (ii) L'élaboration du Bilan Commun de Pays (juillet – mi-septembre 2024) ;
- (iii) La phase de la priorisation stratégique suivie du développement du cadre de résultats (mi-septembre 2024 – mi-janvier 2025) ;
- (iv) La configuration de l'Equipe-pays (février 2025) ;
- (v) La préparation du cadre de financement et de la stratégie de mobilisation des ressources du nouveau CCDD (mars 2025).

Certaines phases d'élaboration de termes de référence et de consultation des parties prenantes pourraient démarrer de manière anticipée en mars-avril 2024.

2.1 Evaluation du CCDD 2021-2025

L'Équipe-Pays a suggéré que la validation du projet de Termes de Référence pour l'évaluation du CCDD 2021-2025 se fasse à travers un échange de lettres entre le Coordonnateur Résident et le Ministre de l'Économie, du Plan et du Développement en mars 2024. Ce qui permettra au Bureau du Coordonnateur Résident (BCR) de recruter une équipe de consultants au plus tard fin avril, lancer le processus d'évaluation en mai et le finaliser au plus tard fin juillet 2024. Ce processus sera conduit en parallèle avec le processus d'évaluation des programmes pays de certaines agences comme UNICEF, PNUD, UNFPA et ONUFEMMES offrant donc des possibilités de synergies d'action, notamment dans les activités de consultation des différentes parties prenantes.

Le processus d'évaluation couvrira la période de mise en œuvre du CCDD s'étalant de janvier 2021 à juin 2024. L'évaluation portera sur les domaines stratégiques déclinées dans le CCDD 2021-2025 notamment, les 5 axes stratégiques, les 8 résultats escomptés, les 28 produits et les programmes contenus dans les plans de travaux conjoints successifs. Une attention particulière sera accordée aux questions transversales, à l'appui normatif de l'Équipe Pays et à l'impact sur les personnes les plus vulnérables du CCDD. Des zones géographiques à couvrir par l'évaluation seront identifiées avec la contribution de l'équipe de pilotage.

L'évaluation sera un processus indépendant. Plusieurs acteurs seront sollicités lors de la collecte de données, notamment les acteurs gouvernementaux, les partenaires de mise en œuvre, les communautés, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers. L'évaluation couvrira également les niveaux central et local, pour une meilleure appréciation des effets ressentis par les populations locales.

[Tapez ici]

L'Équipe Pays constituera le comité de pilotage de l'évaluation, tandis que le Groupe de Référence de l'évaluation sera composé des membres du Groupe Technique de Suivi-Evaluation (GTSE) et des Chefs de Cellules de Suivi et d'Évaluation des ministères. L'appui technique et les retours d'information seront fournis par le BCR, avec la participation de l'ensemble des organes mis en place dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du CCDD. L'assurance qualité et les conseils techniques pourront être assurés par des experts en évaluation de l'UNDCO.

2.2 Bilan Commun de Pays (BCP)

L'élaboration du BCP sera conduite de juillet à mi-septembre 2024 de manière inclusive et participative sous le leadership de l'Équipe-pays et l'appui du BCR mobilisé principalement à travers son Economiste. Le processus tiendra compte du précédent BCP dont la dernière version mise à jour date de janvier 2024 et se basera sur d'autres analyses pertinentes. Une attention particulière sera accordée à l'analyse des priorités nationales en lien avec les six transitions pour l'accélération des ODD.

Le processus commencera par la compilation des documents d'analyses des agences actualisés dans le répertoire SharePoint dédié et administré par le BCR. La documentation sera complétée par les travaux d'analyse qui seront menés par l'Economiste du BCR. L'Équipe Conjointe de Gestion des Programmes (ECOGEP) agira en tant que groupe de référence tout au long du processus d'élaboration du document principal et lors des mises à jour prévues annuellement. Ce processus enregistrera la contribution des responsables et des experts des agences du SNUD qui auront l'occasion de faire un point régulier de l'avancement et formuler des recommandations pour améliorer la qualité des livrables produits. Il est prévu d'impliquer les agences résidentes et non-résidentes du SNUD, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DDPA) ainsi que l'équipe du Global Compact, leur offrant l'opportunité de participer en fournissant des informations pertinentes, à partir notamment de leurs travaux d'analyse. De même, les autres parties prenantes, institutions de la République (Présidence, Assemblée Nationale, Sénat, CESEC, etc.), Ministères, Chambres Consulaires, Faîtières syndicales, Secteur privé, Société civile, organisations décentralisées, Partenaires Techniques et Financiers bilatéraux et multilatéraux auront l'occasion de fournir des données et informations et l'opportunité de formuler des observations pour enrichir cette analyse. Les Groupes de personnes considérées comme laissées pour compte ou à risque de l'être, en particulier les jeunes vivant dans la précarité et les personnes handicapés seront consultés pour recueillir leurs avis sur le contexte de développement durable en Côte d'Ivoire.

Une attention particulière sera apportée aux documents globaux et sectoriels de diagnostic qui seront produits et aux conclusions des réunions organisées par la partie nationale en amont de la formulation du Plan National de Développement (PND) qui viendra succéder au PND 2021-2025.

Le draft 0 du BCP sera disponible fin juillet 2024. Les différentes parties prenantes seront invitées à intervenir pour faire des commentaires en vue d'enrichir le document. Le document s'inspirera également, dans une certaine mesure, de l'expertise régionale, notamment celle de la Commission Économique des Nations pour l'Afrique (UNECA) sur les questions de transformation structurelle de l'économie, de mise en œuvre des ODD et de l'Agenda 2063, notamment la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf). L'UNOWAS et DPPA seront également mis à contribution concernant les questions de paix et de sécurité au niveau sous-régional, en soutien notamment à la mise en œuvre de la Stratégie de Sécurité des Frontières au sein de l'Union du fleuve Mano. Les contributions de l'UNOWAS/DPPA aborderont également

[Tapez ici]

les processus politiques internes ainsi que les processus de paix et de sécurité, y compris la situation dans la région nord et les élections prévues en 2025.

2.3 Processus de conception du cadre de résultats

Lors de la mini-retraite de l'ECOGEP de janvier 2024, certaines agences EXCOM ont informé de la nécessité de disposer du cadre de résultats du CCDD au plus tard mi-janvier 2025, en vue de la soumission de leurs drafts de Documents de Programme Pays (CPD) avant mars 2025, dans la perspective de la validation par leurs conseils d'administration lors de la session de septembre 2025. C'est à ce titre que lors de la retraite des chefs d'agence de février 2024, il a été demandé d'ajuster la feuille de route du prochain CCDD de manière à finaliser le processus d'élaboration du BCP et d'évaluation du CCDD 2021-2025 au plus tard mi-septembre 2024.

L'ambition est de parvenir à formuler entre mi-septembre 2024 et mi-janvier 2025 un cadre comprenant non seulement les résultats escomptés mais aussi les produits du futur CCDD. Pour y parvenir, une partie importante du temps sera allouée à l'organisation de consultations multi-parties prenantes, impliquant des représentants du gouvernement ivoirien, y compris les autorités et collectivités locales, les commissions spécialisées de l'Assemblée nationale et du Sénat, les partenaires techniques et financiers, les organisations non gouvernementales (ONG), les syndicats et organisations d'employeurs, les universités et centres de recherche, Think Tanks et médias. Des focus groupes seront organisés afin d'assurer une implication authentique des représentants des populations vulnérables, y compris ceux risquant d'être laissés pour compte.

Six consultations conjointes sont envisagées en octobre et novembre 2024. Ces consultations prendront la forme d'ateliers internes de priorisation. Des discussions seront conduites pour comprendre les perspectives et les priorités des différentes parties prenantes en matière de développement. Les résultats des consultations seront utilisés pour identifier les besoins prioritaires et les défis les plus pressants en Côte d'Ivoire. Ces discussions pourraient être articulées autour du positionnement des différentes parties prenantes par rapport aux six transitions clés identifiées comme des actions transformatrices pour impacter significativement tous les ODD : (1) les systèmes alimentaires ; (2) l'accès à l'énergie et son caractère abordable ; (3) la connectivité digitale ; (4) l'éducation ; (5) l'emploi et la protection sociale ; et (6) le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution. Des dialogues numériques sont également prévus pour promouvoir la participation de groupes plus larges d'acteurs nationaux dans ce processus, notamment les jeunes et les personnes en situation de handicap. La priorisation des domaines d'intervention potentiels sera faite en fonction de leur pertinence pour la réalisation des ODD et leur capacité à répondre aux besoins identifiés dans le contexte spécifique de la Côte d'Ivoire. Les livrables suivants sont attendus de chaque consultation : i) un rapport de synthèse des discussions ; ii) une matrice de priorisation résumant les priorités stratégiques identifiées lors de l'atelier ; iii) une liste des domaines d'intervention potentiels du SNUD.

Ces consultations seront précédées début octobre 2024 d'un atelier national de lancement du processus de conception du cadre de résultats réunissant tous les acteurs concernés et visant : i) l'appropriation de la feuille de route par les partenaires ; ii) la définition d'une méthode de priorisation stratégique tenant compte des six transitions ; iii) la finalisation des approches et du calendrier des consultations et ; iv) la définition de la vision qui inclura une discussion sur l'avantage comparatif des Nations Unies en Côte d'Ivoire. Comme pour le CCDD 2021-2025, une première phase pourrait consister en une enquête en ligne sur les avantages comparatifs du SNUD en Côte d'Ivoire à mener mi-septembre 2024 auprès d'un

[Tapez ici]

échantillon de 1000 partenaires (Gouvernement, PTF, Société civile, ONGs, centrales syndicales, secteur privé...), de manière à recueillir leur perception sur la valeur ajoutée du SNUD.

Le BCR en collaboration avec le ministère de l'Économie, du Plan et du Développement (MEPD) organisera mi-décembre 2024 un atelier de priorisation intégrée auquel prendront part les représentants de la partie nationale et les points focaux du SNUD au sein des Groupes de Résultats ainsi que les membres du GTSE et de l'ECOGEF. Cette rencontre fournira une plateforme essentielle pour aligner les priorités sectorielles avec les objectifs globaux, identifier les interdépendances et les synergies, et renforcer la cohérence et la coordination des actions de développement en Côte d'Ivoire.

L'atelier de formulation du cadre de résultats réunissant le SNUD ainsi que les partenaires stratégiques, dont les structures gouvernementales, la société civile, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers, sera organisé début janvier 2025. Cet événement crucial permettra d'élaborer le cadre de résultats du CCDD pour la période 2026-2030. Le principal livrable de cet atelier sera une matrice exhaustive présentant le cadre de résultats, qui comprendra un résultat d'impact en matière de développement, les résultats escomptés et les produits associés à chaque objectif stratégique. L'approbation par le Gouvernement du cadre de résultats issu de cet atelier est prévue mi-janvier 2025.

2.4 Configuration de l'équipe pays

Il est prévu de conduire l'exercice de configuration de l'équipe pays dans la seconde moitié de février 2025, dont une partie lors de la retraite annuelle des Chefs d'agence. Cet exercice permettra d'examiner les capacités disponibles et nécessaires, et les synergies potentielles pour la mise en œuvre du cadre de coopération afin d'assurer : i) la configuration la plus adéquate, la plus adaptée aux besoins et la plus réactive possible ; ii) la coordination, la transparence, l'efficacité et l'impact des activités de développement du SNUD. La première étape consistera à déterminer les capacités nécessaires en termes de ressources financières et de capacités techniques, en consultation et en accord avec le Gouvernement et les partenaires clés. Sur la base des besoins requis, il conviendra ensuite de faire ressortir celles qui sont disponibles au sein de l'Equipe-Pays pour accompagner la réalisation des résultats escomptés du CCDD.

S'agissant des capacités techniques, chaque entité résidente et non résidente aura fourni au BCR les informations requises sur l'expertise qu'elle entend mobiliser de façon coordonnée et intégrée afin de contribuer efficacement aux résultats escomptés du CCDD. Les données à fournir concerneront le staff disponible sur place (personnel, consultants, rosters d'experts, volontaires...) ainsi que sur l'expertise disponible au niveau régional ou global, répartis par domaines de compétences. Pour en affiner les résultats, un échange sera organisé avec le ministère du Plan lors de la retraite des Chefs d'Agence de février 2025 afin de s'assurer que les capacités disponibles au sein de l'Equipe-Pays ou à rechercher répondent aux priorités convenues dans le CCDD et aux besoins du pays.

2.5 Préparation du cadre de financement et de la stratégie de mobilisation des ressources

Une revue critique du cadre de financement et de mobilisation des ressources du CCDD 2021-2024 a été effectuée par les Chefs d'agence lors de leur retraite de février 2024. Elle a notamment mis en exergue l'importance d'optimiser l'utilisation des fonds verticaux pour encourager des programmes conjoints. L'idée est de porter les conclusions de cette revue critique à une large audience constituée des représentants de la partie nationale et des points focaux du SNUD au sein des Groupes de Résultats ainsi que de l'ECOGEF, au cours d'un atelier de préparation du cadre de financement et de formulation de la

[Tapez ici]

stratégie de mobilisation des ressources du CCDD 2026-2030, à organiser en mars 2025, une fois que le cadre de résultats aura été validé.

Entre temps, au cours de la deuxième quinzaine de février 2025, les agences participantes auront inséré dans la plateforme UN INFO les informations requises permettant d'élaborer un tableau provisoire des ressources mettant en évidence les contributions de chaque agence au financement de la réalisation des différents produits constitutifs du cadre de résultats du CCDD, répartie en ressources prévisionnelles et ressources à mobiliser, à annexer au document du CCCD.

3. Mesures visant à maintenir le processus du cadre de coopération dans les délais définis dans la feuille de route

Différentes voies sont envisagées pour éviter des glissements dans le calendrier de formulation du CCDD 2026-2030 :

- Inscription systématique d'un point de situation à l'ordre du jour des réunions mensuelles de UNCT et ECOGEP
- Convocation d'une réunion extraordinaire du CDC à mi-parcours (novembre 2024) pour faire le point du processus et formuler des orientations stratégiques si nécessaire
- Conduite en parallèle des processus d'évaluation du CCDD 2021-2025 et de certains CPD en cours
- Prise en compte de certaines étapes dans l'agenda de la retraite des Chefs d'agence de février 2025 (configuration de l'équipe-pays)

4. Etablissement du cadre de gouvernance et de gestion du CCDD

Sous la coordination générale du ministère du Plan et du Développement, les discussions autour du cadre de gouvernance et de gestion du CCDD 2026-2030 pourront avoir lieu en marge de l'atelier d'élaboration du cadre de résultats de janvier 2025. La formulation du cadre de gouvernance et de gestion du CCDD 2026-2030 devra tenir compte des acquis et insuffisances de celui du CCDD 2021-2025. S'agissant des organes mixtes Gouvernement-SNUD, la structuration ne devrait pas fondamentalement changer pour le GTSE et, dans une moindre mesure, le CDC et les Groupes de Résultats dont la composition sera fonction de la priorisation stratégique et des enseignements tirés de l'expérience en cours. La possibilité sera toujours laissée aux autres parties prenantes de participer aux activités de ces organes selon les questions abordées. En ce qui concerne les organes internes, le Groupe Communication (UNCG) et le Comité des Opérations (OMT) ne devraient pas subir de profonds changements, contrairement aux Groupes thématiques techniques dont la détermination résultera de l'exercice de priorisation stratégique. La question de la pertinence de maintenir des Groupes thématiques autour des questions de cohésion sociale, droits de l'homme, migrations, VIH-Sida et genre sera examinée.

5. Hypothèses et risques clés de la planification

Plusieurs conditions sont favorables à la mise en œuvre de la feuille de route comme il est prévu :

- Un cadre préalable de gouvernance mixte SNUD-Gouvernement sur lequel s'appuyer afin de conduire le processus
- Un récent rapport de revue à mi-parcours des GR qui facilitera le processus d'évaluation finale du CCDD

[Tapez ici]

- Une version 2022-2023 de la mise à jour du BCP 2020 qui allègera le processus d'élaboration du BCP 2024
- Des orientations reçues préalablement des Chefs d'agence et du ministère de l'Economie, du Plan et du Développement sur la pertinence des 6 transitions clés qui devraient guider l'étape centrale de la priorisation stratégique
- L'élaboration des termes de référence des différentes étapes du processus bien avant le lancement des activités
- La disponibilité des nouvelles priorisations stratégiques du Gouvernement, étant donné que l'actuel PND se termine en 2025

L'élection présidentielle prévue pour 2025 et l'instabilité politique et sécuritaire régionale pourraient influencer les conditions dans lesquelles le processus de formulation du prochain CCDD se déroule.

6. Budget pour le processus de conception du cadre de coopération (évaluation, BCP, préparation du cadre de coopération)

L'évaluation finale indépendante du CCDD 2021-2025 sera financé à partir de l'allocation budgétaire de 50 000 \$ allouée par DCO au BCR et d'éventuelles contributions volontaires de l'Equipe-pays.

Le budget de 25 000 \$ alloué par DCO au BCR pour le BCP servira essentiellement à l'organisation de rencontres en collaboration avec le Ministère de l'Economie du Plan et du Développement en 2024, en particulier l'atelier technique de lancement du processus en juillet, des consultations des parties prenantes prévues en focus groupes entre juillet et août ainsi que l'atelier de validation du BCP prévue en septembre. Le budget estimé pour la préparation du cadre de résultats, de l'ordre de 25 000 \$ correspondant au financement nécessaire pour l'organisation des six ateliers internes sera entièrement couvert l'allocation prévue au titre du fonds pour la coordination.

7. Besoin en matière de renforcement de capacités et de soutien

Plusieurs staffs du BCR et un expert d'une agence du SNUD suivront entre avril et mai 2024 une formation offerte par UNDCO dont l'objectif est de vous fournir des outils pour utiliser la prospective stratégique pendant le processus de formulation du CCDD. En outre, le staff des agences et du BCR pourront bénéficier d'une formation offerte par UNDCO du 13 mai au 5 juillet 2024 sur l'intégration des six principes directeurs du CCDD¹ dans la programmation, y compris l'analyse commune de pays.

La formulation du CCDD 2026-2030 nécessitera un appui supplémentaire de UNDCO pour : ii) fournir aux membres du GTSE et de l'ECOGEP des conseils techniques en priorisation stratégique conjointe et en formulation de la Théorie du Changement (Septembre 2024) et ; ii) assurer une conduite optimale de l'exercice de configuration de l'Équipe-Pays par le BCR (Février 2025). Il est également prévu de bénéficier de l'appui de DPPA pour la tenue de dialogues numériques et d'échanges avec des groupes de populations marginalisées ou à risque de l'être, notamment les jeunes. Ces activités sont programmées pour octobre 2024, lors des consultations prévues dans le cadre de l'exercice de priorisation stratégique.

¹ Ne laisser personne de côté ; Approche fondée sur les droits de l'homme ; Égalité des sexes et autonomisation des femmes ; Résilience ; Durabilité ; Responsabilité.

Partie B : Chronologie des jalons clés de la feuille de route du CCDD 2026-2030

(Extrait de UN INFO)

2024						2025					
Key Milestone	Key Actions	Q 1	Q 2	Q 3	Q 4	Q 1	Q 2	Q 3	Q 4	Budget	Support required
1. Preparation of UN resources mobilization and partnerships strategy	Workshop on the development of the financing framework and resource mobilization strategy										
	Drafting of the note on the financing framework and resource mobilization strategy									\$3,000	
	Validation of the note on the financing framework and resource mobilization strategy										
2. Evaluation of previous plan CADRE DE COOPÉRATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE CÔTE D'IVOIRE 2021 - 2025	Validation of the draft Terms of Reference for the evaluation through an exchange of letters between the Resident Coordinator and the Minister of Economy, Planning, and Development in March 2024										
	Recruit a team of consultants by the end of April at the latest									\$50,000	
	initiation of the evaluation process in May										
	Finalization of the evaluation process by mid-to-late July 2024										

Quality assurance and technical advice can be provided by evaluation experts from UNDCO.

[Tapez ici]

Key Milestone	Key Actions	2024				2025				Budget	Support required
		Q 1	Q 2	Q 3	Q 4	Q 1	Q 2	Q 3	Q 4		
3. Evaluation Management Response of previous plan CADRE DE COOPÉRATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE CÔTE D'IVOIRE 2021 - 2025				█	█					█	
4. Evaluation Management Response of current UNDAF/ Cooperation Framework										█	
5. Cooperation Framework Results Framework at outcome level developed	Validation of the CF results framework by the Government					█				█	Technical guidance from UNDCO on joint strategic prioritization and formulation of the Theory of Change (September 2024).
6. Preparation of the Common Country Analysis (CCA)	<p>Compiling recent analyses in the dedicated SharePoint</p> <p>Development of specific analysis notes by lead agencies on each of the 6 key transitions</p> <p>Drafting the CCA, taking into account the 6 key transitions and 4 drivers for accelerating the SDGs</p> <p>Consultation with the Country Team on the draft CCA</p> <p>Consultations with the Government and other development partners on the Country Analysis results</p>			█	█					█	<p>Capacity strengthening of the RCO and ECOGEP-PMT by UNDCO in integrating the 6 key transitions into the CCA and the CF (March 2024) Training by UNDCO on Integration of the six guiding principles of the CCDD (Leave No One Behind; Human Rights-Based Approach; Gender Equality and Women's Empowerment; Resilience; Sustainability; Accountability) into programming, including joint country analysis (May-July 2024)</p>

[Tapez ici]

Key Milestone	Key Actions	2024				2025				Budget	Support required
		Q 1	Q 2	Q 3	Q 4	Q 1	Q 2	Q 3	Q 4		
	<p>Focus groups with the private sector, civil society, parliamentarians, and academia on the Country Analysis results</p> <p>Digital dialogues to promote the participation of broader groups of national stakeholders in the CCA, including youth and persons with disabilities</p> <p>Sending to the QSA and integrating feedback</p> <p>Finalization of the CCA</p>										
7. Preparation of the Cooperation Framework Document	<p>Stakeholder consultation on the visioning and comparative advantages of the United Nations in Côte d'Ivoire to address national priorities/ challenges identified by the CCA</p> <p>Consultation of the Country Team on its strategic contributions to national priorities</p> <p>Training on joint programming principles</p> <p>Workshops for strategic prioritization to formulate strategic objectives, expected</p>									\$25,000	Technical advice on program monitoring and evaluation and strategic prioritization for the GTSE and ECOGEP (PMT)

[Tapez ici]

Key Milestone	Key Actions	2024				2025				Budget	Support required
		Q 1	Q 2	Q 3	Q 4	Q 1	Q 2	Q 3	Q 4		
	<p>results, and the Theory of Change, based on the CCA and considering the 6 key transitions and 4 drivers for accelerating the SDGs</p> <p>Integrated workshop for developing the results framework of the CF</p> <p>Validation of the CF results framework by the Government</p> <p>Drafting of the CF document</p> <p>Consultation of the Country Team on the draft CF document</p> <p>Sending to the QSA and integrating feedback *</p> <p>Validation workshop for the CF 2021-2025</p>										
8. UNCT configuration exercise	<p>Stakeholder online consultation on the capacities of the United Nations System in Côte d'Ivoire</p> <p>Drafting of the note on the configuration of the UNCT</p> <p>Validation of the note on the configuration of the UNCT with the Government</p>										Support from UNDCO to the RCO to ensure optimal conduct of the Country Team configuration exercise (February 2025).

[Tapez ici]

Key Milestone	Key Actions	2024				2025				Budget	Support required
		Q 1	Q 2	Q 3	Q 4	Q 1	Q 2	Q 3	Q 4		
9. Signature of the Cooperation Framework Document										<input type="text"/>	
10. Preparation of the Multiyear Funding Framework in UN INFO										<input type="text"/>	
11. Evaluation of current UNDAF/Cooperation Framework										<input type="text"/>	
12. Roadmap formulation										<input type="text"/>	

DRAFT

[Tapez ici]

Key Milestone	Key Actions	2024				2025				Budget	Support required
		Q 1	Q 2	Q 3	Q 4	Q 1	Q 2	Q 3	Q 4		
3. Evaluation Management Response of previous plan CADRE DE COOPÉRATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE CÔTE D'IVOIRE 2021 - 2025				█	█					█	
4. Evaluation Management Response of current UNDAF/ Cooperation Framework										█	
5. Cooperation Framework Results Framework at outcome level developed	Validation of the CF results framework by the Government				█					█	Technical guidance from UNDCO on joint strategic prioritization and formulation of the Theory of Change (September 2024).
6. Preparation of the Common Country Analysis (CCA)	<p>Compiling recent analyses in the dedicated SharePoint</p> <p>Development of specific analysis notes by lead agencies on each of the 6 key transitions</p> <p>Drafting the CCA, taking into account the 6 key transitions and 4 drivers for accelerating the SDGs</p> <p>Consultation with the Country Team on the draft CCA</p> <p>Consultations with the Government and other development partners on the Country Analysis results</p>			█	█					█	<p>Capacity strengthening of the RCO and ECOGEP-PMT by UNDCO in integrating the 6 key transitions into the CCA and the CF (March 2024) Training by UNDCO on Integration of the six guiding principles of the CCDD (Leave No One Behind; Human Rights-Based Approach; Gender Equality and Women's Empowerment; Resilience; Sustainability; Accountability) into programming, including joint country analysis (May-July 2024)</p>

[Tapez ici]

Key Milestone	Key Actions	2024				2025				Budget	Support required
		Q 1	Q 2	Q 3	Q 4	Q 1	Q 2	Q 3	Q 4		
	<p>Focus groups with the private sector, civil society, parliamentarians, and academia on the Country Analysis results</p> <p>Digital dialogues to promote the participation of broader groups of national stakeholders in the CCA, including youth and persons with disabilities</p> <p>Sending to the QSA and integrating feedback</p> <p>Finalization of the CCA</p>										
7. Preparation of the Cooperation Framework Document	<p>Stakeholder consultation on the visioning and comparative advantages of the United Nations in Côte d'Ivoire to address national priorities/ challenges identified by the CCA</p> <p>Consultation of the Country Team on its strategic contributions to national priorities</p> <p>Training on joint programming principles</p> <p>Workshops for strategic prioritization to formulate strategic objectives, expected</p>									\$25,000	Technical advice on program monitoring and evaluation and strategic prioritization for the GTSE and ECOGEP (PMT)

[Tapez ici]

Key Milestone	Key Actions	2024				2025				Budget	Support required
		Q 1	Q 2	Q 3	Q 4	Q 1	Q 2	Q 3	Q 4		
	<p>results, and the Theory of Change, based on the CCA and considering the 6 key transitions and 4 drivers for accelerating the SDGs</p> <p>Integrated workshop for developing the results framework of the CF</p> <p>Validation of the CF results framework by the Government</p> <p>Drafting of the CF document</p> <p>Consultation of the Country Team on the draft CF document</p> <p>Sending to the QSA and integrating feedback *</p> <p>Validation workshop for the CF 2021-2025</p>										
8. UNCT configuration exercise	<p>Stakeholder online consultation on the capacities of the United Nations System in Côte d'Ivoire</p> <p>Drafting of the note on the configuration of the UNCT</p> <p>Validation of the note on the configuration of the UNCT with the Government</p>										Support from UNDCO to the RCO to ensure optimal conduct of the Country Team configuration exercise (February 2025).

[Tapez ici]

Key Milestone	Key Actions	2024				2025				Budget	Support required
		Q 1	Q 2	Q 3	Q 4	Q 1	Q 2	Q 3	Q 4		
9. Signature of the Cooperation Framework Document										<input type="text"/>	
10. Preparation of the Multiyear Funding Framework in UN INFO										<input type="text"/>	
11. Evaluation of current UNDAF/Cooperation Framework										<input type="text"/>	
12. Roadmap formulation										<input type="text"/>	